

Flash ISP 09-2004

>>> PSI@lb.bcentral.com 05/28 14:04 >>>

- Le Comité directeur de l'ISP adopte des résolutions
- Le Comité mondial des femmes élit un nouveau bureau
- Les processus de participation dans les services publics
- Les femmes et la migration internationale dans le secteur sanitaire
- Colombie: syndicalisme participatif ou bris de grève?
- Un programme de formation aux droits syndicaux
- Health GAP agit dans le domaine du VIH/sida
- Une mondialisation juste
- Action de protestation contre la privatisation

RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR DE L'ISP

Lors de sa réunion des 3 et 4 mai, le Comité directeur de l'ISP a approuvé l'adhésion de 18 syndicats, ce qui porte le nombre total d'organisations affiliées à 639. Le Comité a également adopté des résolutions sur la Palestine et Israël, le Soudan et la Colombie britannique. Le texte de ces résolutions est disponible sur le site web de l'ISP www.world-psi.org.

LE COMITÉ MONDIAL DES FEMMES ORGANISE DES ÉLECTIONS

Le Comité mondial des femmes s'est réuni à Genève les 6 et 7 mai 2004. Le premier jour était dédié à des ateliers sur des enjeux essentiels: les questions de genre dans la campagne pour des services publics de qualité; les travailleuses du secteur sanitaire et la migration internationale et la campagne 50/50 pour la promotion de l'action affirmative dans les structures décisionnelles des organisations affiliées à l'ISP. Le Comité a également eu l'occasion d'échanger des idées pour la semaine d'action pour l'égalité salariale (4-8 octobre), qui vont de concours de calypso dans les Caraïbes à un marathon dans les rues de Manille.

Le lendemain, le Comité a tenu un scrutin à bulletin secret pour élire les nouvelles présidente et vice-présidentes pour la période allant jusqu'après le congrès de 2007. La nouvelle présidente est Nicole Kokoye Quenum (SYNTRAJAB, Bénin), et les vice-présidentes sont Helen Maunga (CIWA, Îles Cook) pour la région Asie-Pacifique, Juneia Batista (FETAM, Brésil) pour la région Amériques et Gloria Mills (UNISON, Royaume-Uni) pour la région Europe. Le Comité a remercié Vera Morgenstern (Ver.di, Allemagne) pour l'excellent travail accompli en tant que président du CdF pendant la période de congrès précédente.

LES PROCESSUS DE PARTICIPATION DANS LES SERVICES PUBLICS

Le bureau sous-régional de l'ISP au Brésil a organisé du 26 au 28 avril un séminaire de trois jours sur le processus décisionnel participatif. Des exemples existent déjà au Brésil (au sein des conseils nationaux de la santé et au niveau d'un processus budgétaire à Porto Alegre). Ce séminaire a été relevé de la présence de deux délégués du gouvernement brésilien, qui ont affiché un grand intérêt pour la campagne en faveur de services publics de qualité. Les affiliés à l'ISP de la région ont fait part de leurs expériences, et les présentations données par les orateurs invités Herbert Beck (Ver.di, Allemagne), Lars-Ake Almqvist (Kommunal, Suède) et Khoboso Nthunya (Self-Employed Women's Union, Afrique du Sud) ont été suivies par des sessions de questions-réponses extensives. Lars-Ake a exposé l'expérience de Kommunal dans le réaménagement participatif du travail, Herbert a parlé de l'approche de la négociation collective en Allemagne et Khoboso a montré comment les vendeuses de rue sont organisées en Afrique du Sud. Les participants ont été étroitement impliqués et ont beaucoup appris les uns des autres. Une partie du matériel rassemblé lors de la réunion sur les manières de développer des modèles de participation, tant des travailleurs que des communautés, sera distribuée aux membres. Pour plus d'informations, contactez Wendy.Caird@world-psi.org.

LES FEMMES ET LA MIGRATION INTERNATIONALE DANS LE SECTEUR SANITAIRE

Ce nouveau rapport de l'ISP contient des informations collectées lors de la première phase de la campagne sur "les femmes et la migration internationale dans le secteur sanitaire". Entre mai 2003 et 2004, cette recherche sur l'action participative s'est traduite par une enquête menée auprès de 600 infirmières et autres travailleuses des soins de santé et par des interviews approfondies d'employeurs, fonctionnaires gouvernementaux et ONG dans les pays suivants: Antilles néerlandaises, Barbade, Canada, Chili, Équateur, Fidji, Ghana, Kenya, Philippines, Pologne, Royaume-Uni (Écosse et Pays de Galles) et Sri Lanka.

Le rapport est disponible en anglais et en espagnol sur le site web de l'ISP www.world-psi.org.

COLOMBIE: SYNDICALISME PARTICIPATIF OU BRIS DE GRÈVE? ÇA DÉPEND...

La Colombie présentera deux grands sujets à l'occasion de la 92e Conférence de l'OIT à Genève en juin prochain: les entreprises d'État doivent être durables et leurs mouvements syndicaux doivent participer à ce processus. Le 12 mai, le vice-président Santos annonçait que "les mouvements syndicaux devraient aider à résoudre nombre des problèmes que le pays rencontre au lieu d'en être une partie. Nous sommes disposés à construire une relation constructive avec eux, parce que nous considérons que leur engagement et leur travail sont très importants. Le gouvernement a déjà entrepris des actions en ce sens." D'après M. Santos, le gouvernement du président Uribe peut montrer de nombreux exemples de syndicalisme participatif. Il a notamment évoqué les accords avec EMCALI, Paz del Rio, Telecom et le secteur de l'énergie.

Cependant, quelques jours plus tard, l'ISP a appris que le gouvernement colombien essayait de briser la grève qui dure depuis des mois au sein d'Ecopetrol, la compagnie pétrolière nationale, en recourant à la force militaire. Des troupes colombiennes ont été déployées dans et autour des infrastructures d'Ecopetrol. Cette action fait suite à l'arrestation de quelque 100 membres et dirigeants du syndicat (connu sous le nom d'USO), ainsi qu'aux menaces de mort lancées contre des membres et partisans de l'USO.

UN PROGRAMME DE FORMATION AUX DROITS SYNDICAUX

Dans le cadre d'une série de programmes régionaux de formation du personnel, l'équipe Asie-Pacifique et les membres du Secrétariat ont participé les 17 et 18 mai à une formation intensive sur les mécanismes de contrôle de l'OIT, avec un intérêt particulier pour le Comité de la liberté syndicale et la Commission d'experts sur l'application des normes. Patrick Carrière, de la division de l'OIT sur la liberté syndicale, modérait les sessions de formation avec d'autres cadres de son département. Les membres du personnel de la région Asie-Pacifique ont pu étudier les affaires concernant le secteur public en cours devant le Comité de la liberté syndicale et ont bénéficié de conseils sur la manière de rédiger une plainte. Ils s'attendent maintenant à l'établissement d'une note de briefing à l'attention des affiliés de la région. L'ISP s'est réjoui de la participation de deux membres du personnel de l'Internationale de l'éducation. Il est prévu de répéter ce programme l'année prochaine.

HEALTH GAP AGIT DANS LE DOMAINE DU VIH/SIDA

Health GAP (Global Access Project) est une organisation d'activistes américains pour la lutte contre le sida et en faveur des droits de l'homme, de patients souffrant du VIH/sida, d'experts en santé publique, de partisans du commerce équitable et de personnes concernées faisant campagne contre les politiques de négligence et d'avarice refusant tout traitement à des millions de malades et favorisant l'expansion de la maladie. Health GAP s'attelle à lever les obstacles à l'accès universel à des médicaments abordables pour les patients souffrant du VIH/sida, clé d'une stratégie globale de lutte et d'arrêt de la pandémie. Visitez le site www.healthgap.org. Pour soutenir la plateforme AIDSVote pour la lutte contre le VIH/sida aux États-Unis et dans le monde, cliquez sur www.aidsvote.org.

NOUVEAU RAPPORT DE L'OIT: UNE MONDIALISATION JUSTE

La Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation a été instituée par l'Organisation internationale du Travail (OIT) en février 2002. Il s'agit d'un organe indépendant qui a été créé pour répondre aux besoins de tous ceux qui doivent faire face aux changements sans précédent que la mondialisation a introduits dans leur vie et dans celle de leurs familles ainsi que dans la société. Dans ce rapport, la commission a examiné les diverses facettes de la mondialisation, les différentes façons dont elle est perçue et ses effets sur le progrès économique et social. Elle a fait appel à des experts du monde entier pour essayer de trouver des moyens novateurs de concilier les objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Elle a veillé à ce que ses recommandations fassent l'objet du plus large consensus possible entre tous les principaux acteurs. www.ilo.org/public/english/wcsdg/.

INSCRIVEZ-VOUS SUR LA LISTE DE PROTESTATION D'ECA-WATCH CONTRE LA CORRUPTION

ECA-Watch est une campagne internationale visant à réformer les agences de crédit à l'exportation, de finance et d'assurance (ECA). Elle a récemment créé une nouvelle liste de courrier électronique orientée sur les questions liées aux ECA et la corruption. Parmi les participants, on trouve des organisations de défense de l'environnement, du développement, des droits de l'homme, de la communauté et du travail, ainsi que de lutte contre la corruption et d'autres organisations non gouvernementales. Si vous souhaitez vous inscrire sur cette liste, envoyez un courriel à Kirstine Drew de l'UNICORN, le réseau syndical anti-corruption, à l'adresse unicorn@againstcorruption.org. L'UNICORN et l'ISP ont rédigé en décembre 2003 un rapport classant les agences de crédit à l'exportation selon la manière dont elles appliquent les procédures de lutte contre la corruption <http://www.againstcorruption.org/reports/2003-12-03-ECAOECDSurveyAnalysis.doc>. Visitez aussi le site web d'ECA-Watch www.eca-watch.org.

Powered by List Builder

To unsubscribe follow the link:

<http://lb.bcentral.com/ex/sp?c=12331&s=F1E354B1EE7BE165&m=388>